

On a dit que l'action exercée par le requérant était de la nature d'une action populaire, que, par conséquent, toute personne ayant à l'origine des droits égaux aux requérants à prendre cette action pouvait y intervenir. Il faut observer qu'il n'y a pas dans la procédure de ces contestations d'élections municipales, les mêmes prohibitions de discontinuer ou de régler que l'on trouve dans une foule d'autres actions que l'on pourrait considérer comme populaires, par exemple l'action *qui tam*, les contestations d'élections fédérales ou provinciales, où l'on a pourvu à l'intervention pour supporter l'intérêt public. Il faut observer que dans ces cas il y a un texte permettant l'intervention. A tout événement l'intervention ne peut être admise pour faire revivre au bénéfice de l'intervenant un droit qu'il a laissé prescrire et priver l'intimé d'une libération clairement acquise par la prescription. Il ne peut prétendre que le requérant a interrompu cette prescription pour lui. Quelque soit la nature de l'action prise par le requérant, ce qui pour moi ne paraît pas être nécessaire de discuter dans l'espèce, il ne peut prétendre que le requérant a agi pour son compte à lui l'intervenant et interrompu cette prescription à son bénéfice. Le requérant a exercé un droit qui lui était donné il l'a exercé à son nom et malgré que ses conclusions soient prises dans l'intérêt général il l'a exercé à ses risques et périls et conséquemment à son bénéfice personnel. On ne peut dire qu'il était en cela ni le *negotiorum gestor*, ni l'ayant-cause, ni le procureur de l'intervenant.

Le même argument peut s'appliquer au dépôt. L'article 281 stipule que le jour du rapport du bref ou dans les trois jours suivants le contestant doit faire ce dépôt comme cautionnement des frais. Cela veut dire que le dépôt doit être fait dans les 33 jours de la votation à peine de déchéance. En sorte que quand l'intervenant nous dit que si la requête du requérant est discontinuée, il viendra